

Société

« GILETS JAUNES » ET GRÈVES CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES : LA DIVERGENCE DES LUTTES

Philippe Campinchi, Denis Maillard

21/02/2020

Comment expliquer que les « gilets jaunes » n'aient pas volé au secours des grévistes du mouvement social de l'hiver 2019-2020, issus des rangs de la RATP ou de la SNCF ? Le mouvement est-il voué à l'échec, ou bien peut-il se transformer à travers des actions symboliques ou radicales ? Denis Maillard et Philippe Campinchi analysent cette impossible convergence des luttes et les risques d'une éruption violente.

Dans une note très suggestive, *La pénibilité au travail : un sujet éminemment politique*, Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo démontrent que « les actifs les plus exposés à la pénibilité constituent également les publics les plus réfractaires au projet de réforme gouvernementale. Ainsi, d'après une enquête réalisée les 19 et 20 décembre 2019, les interviewés ressentant le plus de pénibilité au travail étaient pas moins de 71% à soutenir ou avoir de la sympathie pour le mouvement de grève contre seulement 43% parmi ceux ne ressentant aucune pénibilité au travail ». Mais les auteurs vont plus loin et font un lien entre la pénibilité du travail et le mouvement des « gilets jaunes » : « Parmi les personnes les plus exposées (à la pénibilité), 29% se définissaient ainsi comme "gilets jaunes" contre seulement 12% parmi celles n'exerçant pas de métier pénible. » Cela signifie une chose : la sociologie professionnelle que l'on a pu faire de ceux qui se reconnaissaient en 2018 comme « gilets jaunes » – qu'il s'agisse d'ouvriers de la logistique (livreurs, caristes), d'employés des services de proximité (aides soignantes, femmes de ménage, caissières) ou encore de fonctionnaires en première ligne mais aussi d'artisans et d'auto-entrepreneurs – fait non seulement apparaître en pleine lumière ce que nous avons appelé le « **back office de la société** » (des métiers aux lieux et horaires contraints, souvent pénibles, quasi invisibles, venant « seconder » l'économie de services et permettant à celle-ci de se poursuivre sans encombre), mais met l'accent également sur la forte pénibilité de leur travail. Par conséquent, un an plus tard, la majorité de ceux qui se sont mobilisés sur les ronds-points en 2018 représente aussi une catégorie naturelle d'opposants à une réforme des retraites ayant fait l'impasse sur la pénibilité et les conditions réelles du travail.

De ce constat sans appel naissent deux questions que les auteurs n'abordent pas mais que nous voudrions poser pour prolonger leur analyse : la première concerne le difficile rapprochement entre les « gilets jaunes » et les grévistes de la RATP ou de la SNCF : pourquoi les premiers qui avaient obtenu le retrait des hausses de taxes sur les carburants et donc réussi à faire reculer le gouvernement fin 2018 n'ont-ils pas volé au secours des seconds en 2019 alors qu'ils partagent, on le voit, les mêmes préventions vis-à-vis de la réforme ? Ce qui nous amène à une seconde interrogation : le mouvement social d'aujourd'hui est-il voué à l'échec ou bien peut-il se transformer comme certains l'espèrent (ou le redoutent) à travers des actions symboliques ou radicales rejoignant ce qu'ont fait les « gilets jaunes » durant plusieurs mois ?

De la divergence des luttes

L'idée qu'il existerait une « convergence des luttes » est un vieux thème de la gauche mouvementiste qui malheureusement n'exprime souvent qu'une impuissance à entraîner derrière soi d'autres groupes sociaux que ceux qui sont mobilisés à un instant donné. Pourtant, si l'on en croit Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo, la convergence, cette fois-ci, aurait pu dépasser le simple vœu pieux. En effet, elle existe au moins sur l'appréciation que portent les « gilets jaunes » et les grévistes sur la réforme des retraites : un rejet majoritaire ! Or, qu'a-t-on constaté tout au long des mois de décembre 2019 et de janvier 2020 ? Ce sont surtout les bataillons syndicaux du public (enseignants, hospitaliers) et des entreprises à statut (SNCF, RATP, EDF, etc.) qui ont donné de la voix. Quoi qu'en disent les syndicalistes qui insistent sur la mobilisation des salariés du privé ou sur un soi-disant quitus donné aux agents publics pour faire grève à leur place, force est de constater que le clivage public-privé est plus net que jamais : l'un débraye quand l'autre continue de jouer le jeu du travail les jours de grève... Évidemment, on croisait, dans les manifestations, à Paris et en province, des personnes revêtues du fameux gilet jaune. Mais pas au point que ceux-ci se mettent de nouveau à bloquer la France des ronds-points. Les raisons de cette « divergence des luttes » sont relativement simples et tiennent à quelques traits propres au mouvement des « gilets jaunes » qui le distinguent de celui de décembre 2019 et janvier 2020.

Si pour la majorité des « gilets jaunes » le travail est souvent pénible et si la retraite représente ce moment de pause qu'il conviendrait de sauvegarder, il n'en reste pas moins que le travail est devenu l'axe central de leurs existences. Le travail n'est pas tant le capital de ceux qui n'en disposent pas qu'une porte ouverte sur la dignité acquise à travers la capacité à consommer et à n'être pas dépendant de la solidarité publique. Il va donc de soi qu'on ne le stoppe pas aisément et que la grève ne relève pas d'un répertoire d'action disponible ou habituelle. Rappelons-nous, ce sont essentiellement le samedi qu'ont eu lieu les manifestations de « gilets jaunes », jour où la grande majorité ne travaille pas. Les « gilets jaunes » ont donc noué un autre rapport à la

mobilisation : ils se sont largement engagés à travers les réseaux sociaux et surtout en dehors des syndicats traditionnels. Cette défiance vis-à-vis des corps intermédiaires n'a pas disparu. Les syndicats jugés trop politiques et dépassés en 2018 pouvaient-ils représenter un espoir en 2019 ? Poser la question, c'est déjà y répondre... D'autant plus que cette population appartenant, comme nous l'avons dit plus haut, au « back office de la société » n'est pas superposable à celle qui s'est mobilisée en décembre 2019 et janvier 2020. Comme le remarquait déjà Jérôme Fourquet dans *Le Figaro* du 16 décembre, les mobilisations récentes ont largement recouvert la carte du vote à gauche de 2017 (les électors de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon) ainsi que le vote de gauche ayant soutenu Emmanuel Macron, notamment dans les grandes villes. Les autres territoires qui ont majoritairement voté pour Marine Le Pen et d'où se sont exprimés les « gilets jaunes » ne se sont pas mobilisés cette année.

Voilà pourquoi il est impossible cette année de dire comme en 1995 que les cheminots ou les agents de la RATP ont organisé une « grève par procuration », selon la belle expression inventée par Henri Vacquin. De ce point de vue, les sondages agissent d'ailleurs en trompe-l'œil : il y a loin d'une opinion défavorable au sujet de la réforme à une procuration voire un soutien explicite aux grévistes et aux syndicats traditionnels. C'est pourquoi Jérôme Fourquet et Marie Gariazzo nous semblent aller un peu vite en besogne lorsqu'ils écrivent : « Ce soutien à la grève (malgré les désagréments que celle-ci peut entraîner pour eux) constitue en quelque sorte un investissement ou un sacrifice consenti pour l'avenir – les difficultés endurées du fait de la grève étant le prix à payer pour s'assurer une retraite convenable. »

Initialement, si chacun pouvait applaudir à l'idée « abstraite » d'une universalité du futur régime de retraite – comme cela a été le cas avant le projet de réforme –, chacun a aussi des raisons légitimes de ne pas le priser pour lui-même en raison même de son rapport au travail et notamment du degré de pénibilité qu'il ressent. Ainsi, la défiance vis-à-vis du projet du gouvernement n'équivaut pas à une solidarité avec les grévistes. Dans la France de 2020, la solidarité s'exerce avant tout dans une proximité – d'où le succès des cagnottes solidaires. C'est pourquoi les cheminots, les profs et les agents de la RATP peuvent bien manifester pour le maintien de leurs systèmes de retraites : personne n'y trouve rien à redire puisqu'ils défendent un intérêt aussi valable que celui d'autres professions qui se mobilisent peu ou d'une manière différente. Il n'y a donc pas derrière le mouvement social d'unité ou de cohésion nationale comme cela avait pu être le cas en 1995. La division entre secteur public mobilisé et secteur privé laborieux, mais aussi la distinction du « back office » périurbain et des cadres ou des professions intellectuelles urbaines ne plaident pas pour l'unité d'action et donnent plutôt à voir une France du travail plus fragmentée que jamais. Ce qui aboutit à ce paradoxe : ceux qui ont le travail le plus pénible sont ceux qui sont le plus pénalisés par les grèves mais aussi ceux qui se mobilisent le moins alors qu'ils refusent largement le projet du

gouvernement... On peut donc faire l'hypothèse qu'à côté d'acteurs peu légitimes à leurs yeux (les syndicats), les formes d'actions retenues (le blocage des travailleurs) éloignent un peu plus les travailleurs du « back office » de la convergence espérée.

Se mobiliser en 2020 avec les moyens de... 1995

S'il y a une vertu à un mouvement social, c'est celle de révéler (au sens photographique du terme) l'état des rapports sociaux et de la société en général. Insistons donc sur l'émergence de ce « back office » de la société. En effet, du mouvement des « gilets jaunes » à la longue grève de 2019-2020, c'est lui qui par deux fois s'est révélé socialement : en permettant que soit faite la lumière sur ses conditions de vie et de travail, même si cette année la révélation s'est faite « en creux ». En effet, les moyens utilisés par les grévistes (le blocage des trains, des RER, des bus et des métros) sont restés globalement ceux de 1995 alors qu'en vingt-cinq ans la société s'est totalement transformée. L'autonomie au travail et une moindre pénibilité, c'est-à-dire la possibilité de choisir les lieux, les heures et les modalités de son labeur, sont devenues désormais les marqueurs de la différence sociale entre, d'un côté, les cadres et les professions intellectuelles et, de l'autre, tous les soutiers du « back office ». Alors qu'en 1995, toutes les catégories sociales étaient à peu près logées à la même enseigne et galéraient ensemble pour aller travailler, la formidable expansion de la société de services portée par la transition numérique a eu pour conséquence de diviser la France en deux : n'est alors vraiment pénalisé par la grève que ce « back office » venant servir ceux qui ne sont plus obligés de se déplacer pour travailler ou peuvent utiliser des mobilités plus souples propres aux grandes métropoles. Les images qui passaient en boucle tous les matins du mois de décembre 2019 sur les chaînes d'info continue montraient bien la réalité de ces travailleurs, et surtout travailleuses, s'entassant vaille que vaille dans les rares RER ou bus parisiens. À cette réalité du « back office » rendue visible par les « gilets jaunes » en 2018 s'est ajoutée cette fois-ci celle des travailleurs précaires issus de l'immigration, majoritaires dans les quelques transports disponibles comme on pouvait le constater à l'image.

Cette « révélation » de décembre 2019 apparaît parallèlement comme l'impensé du mouvement social et donc ce qui rend impossible toute solidarité entre tous ceux qui rejettent la réforme des retraites. Disons-le clairement : il y a depuis le départ de ce mouvement – bien avant le 5 décembre 2019 – un manque d'imagination sociale sur fond d'arrière-pensées politiques qui se fiche – malgré ce qu'elle prétend – des travailleurs du « back office ». De ce point de vue, les « gilets jaunes » sont apparus plus inventifs, et donc immaîtrisables, en ne bloquant pas la production mais bien les flux de marchandises et de consommation (centres commerciaux périurbains le samedi). Ce qui n'a pas été pris en compte cette fois-ci, c'est précisément l'état réel de la société, sa transformation en économie de services appuyée sur un « back office » atomisé et ayant noué un rapport particulier

au travail. À partir de ce manque, il a été alors impossible au mouvement social de renouveler ses formes d'actions ou de mobilisation (pensons simplement à la gratuité des transports ou au blocage du fret plus que des travailleurs, etc.) : rendre la lutte visible et utile à ceux qui travaillent. La seule « nouveauté », peut-être, a été la mise en scène pour les réseaux sociaux et les vidéastes militants de manifestations transformées en répliques de tribunes de stade où les supporters jaillissent et sautent de partout.

Il y a donc un devoir d'imagination de la part des syndicats opposés à la réforme. À la faveur de l'essoufflement actuel du mouvement, celui-ci peut-il changer de forme et se rendre acceptable par l'ensemble de la population, notamment de ce « back office » qui *a priori* ne demanderait pas mieux ? Que penser alors des opérations coup-de-poing (invasion du siège parisien de la CFDT, manifestation spontanée devant le théâtre des Bouffes du Nord à Paris, coupures sauvages d'électricité, etc.) ou symboliques (manifestation aux flambeaux, lancer de robes d'avocats, etc.) ?

« Il faut savoir terminer une grève » : oui, mais comment ?

En matière de mobilisation, il existe une règle qui nous semble valable encore aujourd'hui : un mouvement social est toujours conditionné par celui qui l'a précédé. En l'occurrence – nous pensons l'avoir montré –, le mouvement des « gilets jaunes » n'a rien à voir avec la grève de décembre 2019-janvier 2020. Ce n'est donc pas lui qui le structure souterrainement. Mais bien plutôt ceux qui lui sont comparables comme l'opposition à la loi Travail en 2016 et les journées de 2010 où plus d'un million de personnes avaient battu le pavé à plusieurs reprises contre – déjà – la réforme des retraites, sans faire pour autant céder le gouvernement de l'époque (Fillon II). Mis à part les « gilets jaunes », obéissant à une autre logique, la dernière victoire de la rue date de la mobilisation contre le contrat première embauche (CPE) en 2006. Ce conflit marque d'ailleurs la fin d'un cycle qui avait commencé vingt ans plus tôt avec le retrait du projet Devaquet en 1986 suite à la mort de Malik Oussekiné ; cycle dans lequel la jeunesse avait été à chaque fois un élément moteur et victorieux de la lutte. C'était les années Chirac... Depuis 2006, aucun mouvement social « classique » n'a obtenu de victoire dans la rue ; et l'organisation de jeunesse majoritaire aujourd'hui, la Fage, est plus proche de la CFDT réformiste que de la CGT ou de Sud. La jeunesse scolarisée et étudiante, grande absente du mouvement autour des retraites, demeure polarisée sur l'avenir de la planète. Elle manifeste ainsi en creux son profond scepticisme à l'égard de ses aînés et leur adresse par son absence un symbolique « OK boomer ». Comment alors achever ou redynamiser ce mouvement ?

On cite régulièrement cette phrase tronquée de Maurice Thorez en juin 1936 lors de la grève générale qui donna naissance aux congés payés : « Il faut savoir terminer une grève... » Cela est

juste, mais on ne dit jamais comment la terminer concrètement. Or, dans un mouvement social, le plus dur est à la fin. La manifestation, la grève et l'occupation sont des moments de fusion et d'incandescence où se nouent des amitiés indéfectibles et des histoires d'amour, où s'inventent la fraternité et la politique au plus près des gens, où s'expérimente la solidarité, où l'on croit qu'on peut l'emporter et où, finalement, lorsque ce n'est pas le cas, on cherche à poursuivre... Assez classiquement, des actions radicales et minoritaires marquent les fins de conflit. En l'occurrence, c'est le moment que nous vivons. Et loin de réinventer le mouvement, loin de redynamiser la mobilisation contre la réforme des retraites, les actions coups-de-poing ou symboliques en soulignent donc la faiblesse. Comme le rappelle le journaliste du *Monde* Michel Noblecourt, Laurent Brun, le secrétaire général de la fédération des cheminots, avait depuis longtemps appelé à ce type de convergence : « Lorsqu'un mouvement dans un seul secteur est déclenché et qu'il est puissant, il commence par déstabiliser les pouvoirs publics. Mais, grâce à des institutions puissantes, le gouvernement se rétablit rapidement et met en œuvre une stratégie de communication, de division et d'isolement. Si la lutte ne s'étend pas à d'autres secteurs, le mouvement pourrit. » Certes, les avocats, puis les dockers, puis les électriciens, puis les chercheurs, puis les artistes entrent dans la danse, profession par profession. Mais c'est d'une fragmentation de type corporatiste dont tous ces groupes font la démonstration, pas d'une unité.

Les risques de l'action directe

L'opinion semble penser à 89% que ces actions vont se poursuivre dans les prochains mois. Peut-être, mais que vont-elles changer ? Elles prennent en revanche le risque d'une radicalisation violente, ce que les Français ont du mal à condamner fortement puisqu'ils ne sont qu'une minorité à s'opposer fermement aux opérations coups-de-poing (entre 44 et 46% selon les actions) ; les autres les comprennent ou les approuvent. Ces chiffres sont inquiétants pour l'avenir comme le reconnaissait dans les derniers jours de janvier le secrétaire général de la CFDT Laurent Berger qui s'écriait : « On est arrivé dans un moment de folie collective, on est chez les dingues. On peut être en désaccord et ne pas se considérer en guerre. »

N'arrivant ni à se renouveler ni à s'arrêter, ce mouvement risque de laisser place à une nouvelle forme d'action directe. À l'occasion du lancement du projet Social Demain, l'Ifop a réalisé en novembre 2019 pour Temps commun un sondage – repris dans une note de la Fondation Jean-Jaurès – auprès des Français âgés de moins de trente-cinq ans sur les enjeux sociaux : un tiers des jeunes interrogés considèrent qu'il est efficace de mettre sa vie en jeu (suicide, mutilation, grève de la faim), 27% pensent que mener des actions de casse et de vandalisme est une voie nécessaire.

L'immolation, le 8 novembre dernier, d'un syndicaliste étudiant lyonnais devant le Crous pour

protester contre la précarité n'est-elle pas un signe précurseur indiquant que certains individus touchent aux limites de l'action militante classique ? Le cocktail Molotov lancé le 18 janvier 2019 contre le restaurant La Rotonde montre que la tentation de l'action violente est désormais, et plus que jamais, inscrite dans le paysage social. Allons-nous assister au passage de l'action directe à une nouvelle Action directe (AD), ce groupuscule qui s'était tristement illustré en 1986 avec l'assassinat du PDG de Renault Georges Besse ? Nous n'en avons jamais été aussi près...

La violence avait été une tentation lors de la mobilisation contre la loi Travail et à l'issue de « Nuit debout » en 2016. Mais entre l'ombre portée sidérante des attentats islamistes de l'année précédente et la proximité de l'élection présidentielle offrant la possibilité de trancher les différends dans les urnes, les ardeurs s'étaient alors investies dans les campagnes de Jean-Luc Mélenchon et de La France insoumise ou même de Marine Le Pen. Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Les élections municipales avec leurs enjeux essentiellement locaux ne paraissent pas constituer un exutoire idéal. Sommes-nous alors condamnés à vivre chaque année une éruption sociale de plus en plus forte ? Jusqu'à quand ? À quel moment les digues démocratiques céderont-elles ?